

# Le plan de bataille pour mettre en place une coalition de centre-droit

L'informateur invite N-VA, CD&V, MR et cdH à négocier. Car il rendra définitivement son tablier au Roi mercredi prochain. Le Voka met la pression pour éviter le PS. Et le cdH veut vider les abcès.

MARTIN BUXANT

Last call. L'informateur Bart De Wever remettra, quoi qu'il arrive, ses conclusions définitives au Roi mercredi prochain. D'ici là, il va (encore) tenter d'arrimer N-VA, CD&V, MR et cdH ensemble — une ultime tentative — pour mettre en orbite la coalition qu'il appelle de ses vœux depuis plus de trois semaines. Un calendrier de travail a été proposé aux différents partis pour avancer sur les thèmes socio-économiques d'ici à lundi prochain. À voir si les sessions de travail vont permettre de franchir une étape ou si les cartes doivent être rebattues dès la semaine prochaine.

Car, enfin, la pression monte côté flamand pour que le CD&V laisse tomber son veto contre la montée à bord de l'Open VLD. Plusieurs sources indiquent que le puissant et très influent Voka, l'organisation patronale, a mis sa machine en route et s'inquiète du fait que le cdH ne veuille pas monter à bord d'une coalition de centre-droit et lancer des négociations en bonne et due forme. C'est donc un sacré coup de pression qui est mis pour que le CD&V laisse tomber son opposition à l'encontre des libéraux flamands. Car vous l'avez compris: si le CD&V lâche du lest à ce niveau-là, le scénario d'un gouvernement N-VA, CD&V, Open VLD, MR — avec les libéraux francophones en cavalier seul francophone (et disposant de 7 ministres!) reprend des couleurs... D'autant que les libéraux ne ferment pas la porte à laisser un CD&V (Kris Peeters) présider ce gouvernement. Ce qui pourrait évidemment appâter le CD&V...

Mais on n'en est pas encore là. Le scénario ultra-privilegié tant par l'informateur, que par la N-VA, le CD&V ou encore le Palais royal, serait de pouvoir démarrer avec les quatre formations. De Wever se donne donc cinq jours et des sessions de travail avec ces quatre partis pour voir si la formule est praticable ou morte et enterrée.

Mais le cdH, coincé entre deux ogres — les socialistes en Wallonie et les nationalistes flamands au Fédéral —, entend mettre à plat tous les points importants qui pourraient causer problème dans une coalition de centre-droit avant de s'embarquer dans l'aventure. Les centristes, s'ils passent à table, veulent aller au bout du chemin. Pas question, disent-ils, une fois l'automobile lancée, de s'arrêter à chaque coin de rue — contrairement à ce qui avait été fait lors de la période de l'orange bleue en 2007 — quand Joëlle Milquet avait coincé sur chaque formulation, chaque virgule. Ici, tout doit être mis à plat et parfaitement clair avant de commencer.

## Les abcès à percer

Et c'est un premier point qui coince puisque les autres partenaires estiment que les points sont réglés en cours de route, pas a priori. «On ne peut pas se déshabiller complètement avant de se mettre à table, sans même savoir si Lutgen va ne fût-ce qu'apprécier ce que le cuisinier prépare comme cuisine», soupire-t-on côté flamand. Le marmiton De Wever va donc devoir réapprendre à aimer les plats en sauce pour faire passer Lutgen à table. Au cdH, on sait qu'on devra (aussi) faire des concessions. Mais «s'il n'y a pas une ligne parfaitement claire, on va tomber sous l'artillerie socialiste toutes les cinq minutes», analyse un francophone.

Alors quels sont les abcès que le cdH veut percer? La N-VA met le communautaire de côté, mais insidieusement celui-ci peut revenir via la fenêtre des dossiers socio-économiques. Vigilance, donc...

► **En matière de sécurité sociale.** Pas question pour les centristes qu'on commence à détricoter des pans entiers des soins de santé. On sait que c'est un des dadas des nationalistes flamands qui ne manquent jamais une occasion de rappeler qu'en Wallonie et en Flandre, on consomme différemment. Certainement, des changements peuvent être suggérés — d'autant plus que les socialistes ne seront plus responsables de cette matière — mais la marge de manœuvre est quand même limitée.

► **Emploi.** Avec le cdH à bord, la N-VA peut oublier de limiter les allocations de chômage à deux ans.

► **Fiscalité.** Ici, la ligne de fracture est plutôt située entre les centristes flamands

**«On devrait tous se déshabiller avant de passer à table, mais on ne sait même pas si Lutgen aimera le menu du cuisinier.»**

## UN NÉGOCIATEUR

(CD&V)/francophones (cdH) d'une part et le binôme N-VA/MR d'autre part. C'est que CD&V et cdH ont insisté durant la campagne électorale pour que la prochaine

réforme fiscale — un gros dossier du prochain gouvernement — soit budgétairement neutre et qu'elle ne grève pas les finances publiques. Ce n'est pas le cas du MR et de la N-VA qui veulent mettre des moyens pour alléger des charges fiscales, tandis que les centristes veulent un transfert de charges — par exemple en fiscalité environnementale, etc. Le MR Didier Reynders a par exemple souvent répété qu'il ne croyait pas en l'efficacité des réformes fiscales budgétairement neutres. Un compromis est-il possible?

► **Intérêts notionnels.** Chapitre subsidiaire. Le cdH veut les supprimer et les recycler, les autres partis proposent de les maintenir. À trancher. Mais ce dossier est symbolique — et nul doute qu'il sera observé à la loupe par le Parti socialiste qui aura vite fait de dénoncer des incohérences.

► **Budget.** Le cdH, en binôme avec le PS a la Région wallonne, où les travaux budgétaires en cours laissent penser que la situation est loin d'être simple. La Wallonie devra donc se serrer la ceinture. Le Fédéral doit également rentrer dans les clous européens. Mais à quel rythme? La N-VA a déjà accepté d'un peu infléchir la trajectoire budgétaire, reste à voir quelle courbe budgétaire exacte peut être trouvée entre les formations politiques de centre droite. Les centristes ne veulent évidemment pas entendre prononcer le mot austérité. Cependant, ils n'ont jamais critiqué ouvertement les directives de la Commission européenne en la matière.

► **Indexation.** Le cdH veut maintenir le caractère automatique de l'indexation salariale, pas la N-VA. Gros point à trancher. Peut-être un compromis en vue autour du saut d'index.

► **Le Plan avions.** Cela peut paraître anecdotique pour les Flamands et les Wallons, mais pour le cdH c'est un véritable enjeu. Les centristes ont terriblement souffert du Plan Wathélet en campagne électorale en Région bruxelloise. Ils veulent donc que le prochain gouvernement règle la question des nuisances sonores et de l'aéroport de Zaventem. On sait combien cette question est épineuse pour les partis flamands...

► **Éthique.** C'est évidemment les dossiers sur lesquels ces partis devraient le mieux s'entendre. «À nous quatre, on ne va pas perdre notre temps avec des débats ridicules et polémiques comme celui sur les noms de famille», glisse un responsable CD&V.

Time will tell, chantait Bob Marley.

## GUERRE AU SP.A

Ce n'était finalement qu'une question de temps, mais les mauvais résultats électoraux des socialistes flamands ont accéléré la cadence. **Le président du sp.a Bruno Tobbacq est désormais dans l'œil du cyclone** puisqu'il est en interne fortement contesté par ses troupes. Plusieurs députés, Hans Bonte ou encore Peter Vanvelthoven, ont sonné la première charge contre ce président dont ils ne veulent plus. Mais la seconde charge est autrement plus lourde puisque le **duo ostendais de choc John Crombez/Johan Vande Lanotte s'y rallie**. Bruno Tobbacq est souvent jugé «arrogant» et «débonnaire». Passionné de bateau et d'alpinisme, **on lui reproche son manque d'implication** dans le processus politique alors que le sp.a a volé dans l'opposition à la Région flamande et n'a pas son sort entre ses mains au Fédéral. Peut-il tenir?